

Le gouvernement se dit Charlie mais il nous prend surtout pour des charlots.

CGSP Wallone - FGTB Services
Publics

27 janvier
2015



Services publics : pas de paix sociale ! Invoquer la paix sociale à tort et à travers et surfer sur l'unanimité sécuritaire pour mieux démanteler les services publics ne se feront pas en notre nom !

Le gouvernement fédéral, dans sa guerre au terrorisme, vient de décider, notamment, le recours à l'armée pour sécuriser les rues des villes.

La décision, approuvée par une majorité de citoyens, pose cependant de nombreuses questions.

Être policier ou militaire sont deux réalités professionnelles différentes. Ces métiers font appel à des capacités et à des formations différentes. Décréter que l'un (le militaire) peut, de manière interchangeable, remplacer l'autre, même dans des missions limitées, est une erreur et même une faute ! Une erreur, car le gouvernement nie les compétences professionnelles des policiers tout autant que celles des militaires. Une faute, car la réponse doit être d'arrêter de diminuer l'effectif des policiers (et également des militaires).

Dans un certain nombre de pays, y compris dans nos démocraties occidentales, les mouvements intégristes ont pu prendre pied suite au désinvestissement des services publics et particulièrement des services sociaux, de santé, d'éducation et culturels. Les jeunes des quartiers défavorisés, principalement constitués de jeunes d'origine étrangère, sont livrés à eux-mêmes, sans aucune perspective, que ce soit en termes d'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé et à la culture.

Voilà le terreau que des décennies de politiques d'austérité ont installé : des organisations prônant l'intégrisme et la violence sont parfois les seules à apporter des services élémentaires et du soutien à des populations fragilisées.

De nombreux services ne parviennent déjà plus à assumer leurs missions d'intérêt général de façon satisfaisante. Certains sont à l'agonie.

Lutter contre le terrorisme et désinvestir les services publics est une ineptie. Mettre l'assainissement des finances publiques en priorité absolue est simplement criminel. L'austérité et le sécuritaire forment, particulièrement en temps de crise, un mélange hautement dangereux pour nos libertés démocratiques.

Grâce aux mouvements sociaux de l'automne dernier, amplement suivis par les travailleurs des services publics, le gouvernement semble vouloir lâcher un peu de lest dans le cadre du secteur privé. Hélas, non seulement il n'en est rien vis-à-vis de ses propres travailleurs et allocataires sociaux mais des mesures qui visent les seuls personnels des services publics se multiplient : licenciement de contractuels, non renouvellement de contrats, annonce du dépôt d'une législation sur le service minimum...

Non seulement la politique sécuritaire de ce gouvernement va se faire dans de mauvaises conditions pour les personnels concernés, mais, en outre, elle va se faire sur le dos des secteurs non-régaliens : éducation, services sociaux, santé, culture...

La CGSP wallonne a donc décidé de continuer le combat, et ce sans attendre la conclusion des négociations interprofessionnelles. Les préavis d'actions dans les services publics n'ont d'ailleurs pas été levés et des actions sont d'ores et déjà prévues. Notamment, ce 21 janvier, des militants en front commun se rendront chez le Ministre des pensions.

Non, les travailleurs des services publics ne sont pas des privilégiés !

Au contraire, ils sont les laissés-pour-compte de toutes les mesures de ce gouvernement néfaste.

1 Pour le maintien intégral de l'indexation, non au saut d'index ou toute autre manipulation !

2 Pour une réforme fiscale qui soit plus qu'un transfert de fiscalité, il faut diminuer la fiscalité sur le travail mais aussi rendre des moyens au secteur public !

3 Non aux privatisations des entreprises publiques ou des services publics !

4 Oui à la concertation et à la négociation, non à la simple présentation de toutes les décisions prises par les autorités !

Le gouvernement se dit Charlie mais il nous prend surtout pour des charlots.

La CGSP wallonne n'est pas dupe !

Invoquer la paix sociale à tort et à travers et surfer sur l'unanimité sécuritaire pour mieux démanteler les services publics ne se feront pas en notre nom !

»» http://www.cgsp-admi-mons.be/++cs_INTERRO++p=730